



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de l'énergie et du climat

*Direction du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air
Sous-Direction de l'efficacité énergétique et de la qualité de l'air
Pôle National des Certificats d'Économies d'Énergie*

Procédure 2025 DGEC 04

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**Visites sur site d'opérations réalisées dans le cadre du
dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie
Commun pour les lots 1, 2 et 3**

Table des matières

PREAMBULE	3
ARTICLE 1. CONTEXTE DU MARCHE	3
ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3 : ORGANISATION DES PRESTATIONS	5
I. Pilotage et suivi de la prestation	5
II. Prestations attendues dans le cadre du comité de pilotage	5
III. Prestations attendues à compter de la notification du bon de commande..	7
IV. Prestations attendues après la livraison des rapports et de la synthèse	11
ARTICLE 4 : DOCUMENTS A REMETTRE	11
ARTICLE 5 : CALENDRIER DE REMISE DES LIVRABLES	13
ARTICLE 6. RESPONSABILITES	13
ARTICLE 7. LIEU DE DEROULEMENT DE LA PRESTATION	14
ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE ET DIFFUSION	14
Annexe 1 : Répartition des lots techniques et géographiques.....	15
Annexe 2 : Fiches d'opérations standardisées	16

PREAMBULE

La direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre pour le compte de l'État la politique relative à l'énergie, aux matières premières énergétiques, ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, ces missions étant précisées par le décret n°2008-680 du 9 juillet 2008 et l'arrêté du 9 juillet 2008.

Elle veille à la bonne exécution des missions de service public dans le domaine de l'énergie et coordonne, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, la préparation et la réalisation du programme français de prévention et d'adaptation en matière de changement climatique.

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), créé par les articles 14 à 17 de la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE), constitue l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique. En effet, ce dispositif repose sur une obligation pluriannuelle de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux fournisseurs d'énergie aussi appelés « obligés ». Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie : ménages, collectivités territoriales ou professionnels. Ce dispositif est aujourd'hui codifié dans les articles L.221-1 à L.222-10 du Code de l'énergie.

Le présent marché a pour objet de commander des visites sur site, par des organismes certifiés NF 17021 par le COFRAC, des opérations réalisées sur le territoire national (France métropolitaine, Corse, et DOM-COM) dans le cadre du dispositif des CEE.

ARTICLE 1. CONTEXTE DU MARCHÉ

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) fixe un objectif pluriannuel d'économies d'énergie qui est défini et réparti entre les fournisseurs d'énergie en fonction de leur volume de ventes. En fin de période, ces « obligés » doivent justifier de l'atteinte de cet objectif en ayant obtenu suffisamment de certificats d'économies d'énergie.

Les CEE sont attribués sous certaines conditions, par les services du ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles (obligés mais aussi d'autres personnes morales non obligées) réalisant des opérations d'économies d'énergie. Ces actions peuvent être menées dans tous les secteurs d'activité (résidentiel, tertiaire, industriel, agricole, transport, réseaux), sur le patrimoine des éligibles ou auprès de tiers qu'ils ont incités à réaliser des économies d'énergie. Les obligés ont également la possibilité d'acheter des CEE à d'autres acteurs ayant mené des actions d'économies d'énergie, en particulier les éligibles non obligés.

Les certificats d'économies d'énergie peuvent être échangés de gré à gré et ont une valeur vénale. Le volume d'obligations global, réparti entre les fournisseurs d'énergie au prorata de leurs ventes, représente un effort de l'ordre de 4 à 5 milliards d'euros par an pour la période 2026-2030 qui se traduit chaque année par des millions d'opérations de travaux d'économie d'énergie.

Des fiches d'opérations standardisées, définies par l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les

opérations standardisées d'économies d'énergie¹, sont élaborées pour faciliter le montage d'actions d'économies d'énergie. Elles sont classées par secteur (résidentiel, tertiaire, industriel, agricole, transport, réseaux) et définissent, pour les opérations les plus fréquentes, les montants forfaitaires d'économies d'énergie en kWh cumulés actualisés (cumac). Les économies d'énergie réalisées en dehors des opérations standardisées correspondent à des opérations spécifiques.

Le Pôle National des certificats d'économies d'énergie (PNCEE) est le service de la DGEC en charge de l'instruction des dossiers de demande de certificats d'économies d'énergie et de leur contrôle. Afin de vérifier la conformité des opérations donnant lieu à la délivrance de CEE, ainsi que le disposent les articles R. 222-3 à R. 222-12 du Code de l'Énergie, le PNCEE effectue des contrôles sur les dossiers délivrés aux demandeurs. En cas de manquements constatés, des sanctions peuvent être prononcées.

La mise en œuvre d'un dispositif de visites sur site par des organismes d'inspection accrédités vise à accompagner la politique de contrôle du PNCEE pour des opérations standardisées d'économies d'énergies ayant fait l'objet de délivrance de CEE. Le PNCEE pourra s'appuyer sur les constats effectués lors des visites pour mettre en œuvre ses contrôles.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le présent marché consiste à commander la vérification sur site d'opérations de travaux d'économies d'énergie à un organisme d'inspection indépendant.

Ce marché a pour objet la visite sur site des travaux et la vérification :

- De la réalité de l'existence des travaux ;
- Du respect des exigences de la fiche d'opération standardisée correspondante ;
- De la qualité des travaux et, le cas échéant, du respect des règles de l'art.

Le référentiel des points de vérifications des opérations CEE est adapté en fonction des opérations examinées.

Le titulaire du marché a pour mission :

- de contacter les personnes physiques et morales identifiées par le PNCEE comme bénéficiaires des opérations d'économies d'énergie ;
- de prendre rendez-vous avec les personnes désignées, c'est-à-dire de convenir d'une date et d'un horaire de contrôle et d'envoyer une confirmation par mail ou SMS de la date et de l'horaire de contrôle ;
- d'effectuer, sur site, la vérification de la réalité des travaux réalisés pour les opérations transmises par le PNCEE, de vérifier la qualité des travaux effectués et, le cas échéant, le respect des règles de l'art et de récupérer un certain nombre de pièces auprès des bénéficiaires ;

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000029953752>

- de signer, à l'issue du contrôle, avec le bénéficiaire et, le cas échéant son mandataire, un document attestant de leur présence lors du contrôle ;
- d'informer les bénéficiaires de la qualité des travaux et des constatations faites et de leur transmettre les rapports de visite ainsi que le courrier d'accompagnement au format défini par le PNCEE à adapter au résultat de la visite (constats satisfaisant ou non) ;
- de produire, pour chaque bon de commande, la restitution des visites réalisées sous la forme d'un rapport détaillé pour chaque opération d'économie d'énergie tel que défini par le présent cahier des charges ;
- de produire, pour chaque bon de commande, un tableau de synthèse des visites tel que défini par le présent cahier des charges ;
- de produire, pour chaque bon de commande, en cas d'impossibilité de visites sur site, un relevé de joignabilité indiquant les actions et démarches effectuées auprès des bénéficiaires et notamment les causes d'un éventuel refus de visite ;
- de produire la restitution globale des résultats des vérifications effectuées sur site sous la forme d'un rapport de synthèse, auquel peuvent être annexés des documents récapitulatifs sous la forme, entre autres, de tableaux, schémas, graphiques ou infographies, et sous la forme du tableau de synthèse des visites complété et finalisé.
- proposer tout autre point de contrôle pertinent susceptible de renforcer le contrôle de la qualité d'exécution des travaux contrôlés.
- de produire, à la demande du PNCEE, une note approfondissant l'analyse d'un rapport particulier ou une question technique précise

ARTICLE 3 : ORGANISATION DES PRESTATIONS

I. Pilotage et suivi de la prestation

Conformément à l'article 4 du CCAP, un comité de pilotage, composé de représentants de la DGEC et du titulaire, a pour rôle d'orienter les travaux du titulaire et de valider les différentes étapes de la prestation.

II. Prestations attendues dans le cadre du comité de pilotage

Chaque réunion du comité de pilotage donne lieu à un relevé de conclusions établi par le titulaire. Le titulaire transmet au PNCEE ce relevé sous 14 jours calendaires après la réunion du comité de pilotage, sauf cas particulier justifiant un délai plus long. Tout retard de transmission de ce relevé, sans justification, peut amener à une pénalité pécuniaire dans les conditions prévues par le CCAP (cf. article 6 du CCAP).

Le PNCEE valide ce document ou demande des modifications que le titulaire sera tenu d'intégrer dans un délai de 14 jours calendaires, sauf cas particulier justifiant un délai plus long.

Trois réunions annuelles de travail sont prévues pour l'exécution de la prestation dont une réunion de lancement et une réunion finale de clôture.

Un prix par réunion supplémentaire qui s'avérerait nécessaire sera proposé par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Cas particulier des prestations attendues pour la réunion de lancement :

La réunion de lancement aura notamment pour objet de valider :

1) les projets de documents suivants qui ont été joints à l'offre :

a) Les modèles de rapports de visites sur site de toutes les fiches d'opérations identifiées en annexe 2 du présent document,

b) Le modèle de rapport de synthèse de restitution globale, avec tous les modèles de schémas, infographies prévues,

c) Une matrice de transformation, proposée par le titulaire, détaillant la vérification de la cohérence entre les rapports et le tableau de synthèse des visites réalisées.

2) les éléments suivants :

a) Le modèle de tableau de synthèse des visites réalisées, fourni par le PNCEE et signé par le titulaire pour accord, ce modèle permet la restitution de l'avancement des visites et des résultats des vérifications au fur et à mesure du déroulement du marché

b) Le contrat d'interface fourni par le PNCEE et signé par le titulaire pour accord. Ce contrat d'interface encadre le format de remplissage du tableau de synthèse des visites réalisées (colonnes à remplir, format, réponses autorisées, ...),

c) Les modèles de courriers fournis par le PNCEE que le titulaire enverra aux bénéficiaires pour accompagner la transmission des rapports, signés par le titulaire pour accord,

d) les modalités d'accès ou de transmission des rapports de visite sur site, le cas échéant via une plateforme en ligne,

e) les coordonnées téléphoniques, électroniques ou postales du titulaire qui seront transmises aux bénéficiaires des opérations pour la prise de rendez-vous,

f) Si le recours à la sous-traitance n'a pas été indiqué au moment de l'offre et qu'il est envisagé à ce stade, l'ensemble des documents listés dans le CCAP et l'acte d'engagement (notamment la charte de confidentialité et le DC4 « Déclaration de sous-traitance »).

Toutes les pièces citées ci-dessus doivent impérativement être transmises au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 2 mois calendaires à compter du lendemain du jour de la notification du marché au titulaire et font l'objet d'une validation par le comité de pilotage.

Tout retard pourra entraîner l'application des pénalités pécuniaires prévues à l'article 6 du CCAP.

En l'absence de transmission des pièces complètes et conformes, la résiliation du marché pour la partie signée entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire concerné peut être engagée dans les conditions prévues à l'article 7 du CCAP.

La résiliation du marché peut se faire concomitamment à l'application de la pénalité journalière pour retard prévue à l'article 6 du CCAP.

III. Prestations attendues à compter de la notification du bon de commande

1) Périmètre géographique de la mission

La prestation porte sur des opérations standardisées réalisées dans les régions listées en annexe 1 du présent CCTP selon le lot concerné.

Pour les **lots 1 et 2**, les visites sont réalisées en France métropolitaine et en Corse.

Pour le **lot 3**, les visites sont réalisées en Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte et La Réunion).

2) Types d'opération à examiner

Pour le **lot 1**, les visites et vérifications portent sur l'ensemble des opérations standardisées **des secteurs agriculture, résidentiel, tertiaire, industrie et réseaux**, définies par l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ou par tout autre texte qui pourra se substituer à l'arrêté du 22 décembre 2014.

Pour le **lot 2**, les visites et vérifications portent sur l'ensemble des opérations standardisées **du secteur transport**, définies par l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ou par tout autre texte qui pourra se substituer à l'arrêté du 22 décembre 2014.

Pour le **lot 3**, les visites et vérifications portent sur **l'ensemble des opérations standardisées**, définies par l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ou par tout autre texte qui pourra se substituer à l'arrêté du 22 décembre 2014.

L'ensemble des fiches définies dans l'arrêté du 22 décembre 2014 et les arrêtés ministériels modifiant celui-ci sont susceptibles d'être concernées par la prestation. La prestation consiste à effectuer majoritairement des vérifications sur sites des opérations présentées en annexe 2 du présent CCTP.

3) Paramètres à vérifier selon la fiche d'opération standardisée

La visite sur site vise à vérifier la mise en œuvre des opérations d'économies d'énergie ciblées ayant fait l'objet d'une valorisation en CEE.

Les vérifications ou l'examen réalisé lors de la visite sur site portent en premier lieu sur l'existence de l'opération (réalisation des travaux ou installation de l'équipement), sur les paramètres de calcul des volumes d'économie d'énergie contenus dans les fiches standardisées, sur la qualité des travaux et le cas échéant le respect des règles de l'art, ainsi que sur les documents administratifs relatifs à l'opération.

Il est réalisé sur les parties visibles et accessibles, sans sondage ou prélèvements destructifs.

Ces vérifications sont effectuées notamment selon les critères fixés par l'administration dans la réglementation², les lettres d'informations CEE³, le site internet du Ministère de la Transition Ecologique⁴ le cas échéant et prennent en compte tout document transmis par le PNCEE en même temps que la liste des opérations à contrôler (pièces archivées fournies par le demandeur, signalement par un bénéficiaire ou autre).

Le titulaire est également chargé de récupérer au moment de la visite la copie lisible du devis, du cadre contribution et de la preuve de réalisation de l'opération (facture ou PV de réception).

Pour toutes les opérations standardisées listées en annexe 2, le titulaire utilise impérativement la trame de synthèse fournie par la DGEC. Pour chaque opération, le titulaire renseigne les parties qui lui sont allouées dans l'onglet « synthèse opérations » ainsi que dans l'onglet relatif à la fiche concernée.

Cette trame peut être amenée à être modifiée à tout moment par l'administration.

4) Déroulement des visites sur site

A/ Emission des bons de commande

Après la tenue de la réunion de lancement et la validation des pièces demandées dans l'article 4 du présent CCTP, le PNCEE transmet au titulaire un bon de commande et une liste d'opérations devant faire l'objet des visites sur sites et vérifications.

1. Mode d'émission du bon de commande : le lot 1 est attribué à 5 titulaires et le lot 2 et le lot 3 sont attribués à 3 titulaires. Les bons de commande sont émis à tour de rôle et dans le respect des critères énoncées à l'article 3.8 du CCAP.

Le bon de commande d'un montant déterminé sur la base du BPU est transmis au titulaire qui doit impérativement en accuser réception via un récépissé de notification.

2. Liste des opérations devant faire l'objet des visites sur site :

La Direction Générale de l'Énergie et du Climat communique au titulaire une liste d'opérations faisant l'objet des visites sur site.

Elle est distincte du bon de commande et comporte au minimum les données suivantes :

- Identifiant technique de l'opération

² Arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie ou tout autre texte s'y substituant

³ <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/comites-pilotage-lettres-dinformation-statistiques-du-dispositif-certificats>

⁴ <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/questions-reponses-dispositif-cee>

- Coordonnées des bénéficiaires (nom, prénom et adresse pour les personnes physiques et adresse des travaux, SIREN, raison sociale et adresse du siège pour les personnes morales, numéros de téléphone, mail si disponible),
 - Date d'engagement de l'opération,
 - Date de la facture (personne physique) ou date d'achèvement de l'opération (personne morale)
 - Référence de la fiche d'opération standardisée,
 - Paramètres de calcul selon les données déclarées : surface isolée en m2, nombre de mètres linéaires isolés, nombre de matelas, nombre de chaudières, etc.
 - Le nom et le SIREN du professionnel ayant facturé l'opération au bénéficiaire
3. Vérification de la liste transmise : le titulaire procède à une vérification de la liste des opérations lui ayant été transmise.

Si le titulaire a déjà procédé à un contrôle ou visite sur site d'une opération identifiée dans la liste principale (sur commande du bénéficiaire, du professionnel ou du demandeur de CEE), il en informe la DGEC dans un délai de 7 jours calendaires à compter du lendemain de la réception de la liste par le titulaire et une liste actualisée lui est transmise.

Cette liste actualisée comporte de nouvelles opérations devant faire l'objet des visites et vérifications du même montant en remplacement de celles ayant déjà été contrôlées par le titulaire.

B/ Prise de contact et déroulement de la visite sur site

1. Prise de contact : une fois la liste d'opération stabilisée, le PNCEE envoie aux bénéficiaires concernés par la visite un courrier les informant de la procédure de contrôle et de la prise de contact prochaine d'un organisme d'inspection accrédité pour prendre rendez-vous. Ce courrier encourage les bénéficiaires à prendre d'eux même contact auprès du titulaire pour la prise de rendez-vous.
- A compter du lendemain du jour d'envoi des courriers par le PNCEE (date dont le titulaire est informé par mail du PNCEE), le titulaire traite les demandes de rendez-vous entrantes, et prend également rendez-vous avec les autres bénéficiaires par téléphone et par tous les moyens à sa disposition.
- Les horaires de prise de rendez-vous téléphonique avec les bénéficiaires désignés par le PNCEE doivent être sur des plages horaires élargies (8h-20h).
- Le titulaire doit réaliser un minimum de 3 tentatives de contacts téléphoniques et une tentative de contact par courrier postal ou mail (si nécessaire). Ces tentatives de contacts sont enregistrées dans le rapport de joignabilité, dont la teneur est précisée dans l'article 4 du présent CCTP.
- Si ces tentatives de contact demeurent infructueuses, ces opérations sont classées en « impossible » dans la colonne « Etat de la visite » du tableau de synthèse des contrôles sous un délai maximum de 45 jours calendaires à compter du lendemain de l'envoi du courrier aux bénéficiaires par le PNCEE pour le lot 1 et le lot 2.
- Ce délai est porté à 60 jours pour le lot 3.

Il est à noter que sauf dérogation écrite explicite du PNCEE, un bon de commande ne peut être considéré comme terminé si plus de 55% des visites prévues par la liste des opérations à contrôler sont classées comme « impossible ». Dans ce cas, le titulaire encourt des pénalités de retard selon les modalités prévues à l'article 6 du CCAP.

2. Visite sur site et vérifications : Le titulaire effectue, en compagnie du bénéficiaire ou de son représentant, l'examen des caractéristiques de l'opération réalisée. Le PNCEE se réserve le droit de participer également à la visite sur site des travaux.

Le titulaire est également chargé de récupérer au moment de la visite la copie lisible du devis, du cadre contribution et de la preuve de réalisation de l'opération (facture ou PV de réception). Une fois cet examen effectué, le bénéficiaire de l'opération, ou son représentant, signe un document attestant que l'examen sur site de l'opération a bien été effectué par le titulaire. Ce document peut être une annexe du rapport de visite ou un élément de signature électronique du rapport de visite.

Ce document est conservé comme preuve de passage par le titulaire pendant la durée du contrat. Il doit pouvoir être communiqué à la DGEC à tout moment si celle-ci en fait la demande.

Si la visite sur site doit être réalisée à l'aide d'outils particuliers tels que les drones, le titulaire doit obtenir les autorisations auprès des autorités compétentes, en informer le PNCEE et lui transmettre une copie des autorisations obtenues.

3. Livrables : une fois la visite sur site effectuée, le titulaire met à disposition du responsable de suivi de la mission, et à disposition du bénéficiaire, les livrables dans les conditions, délais et rythmes prévus à l'article 3, partie III.5, du présent CCTP.

Conformément à la réglementation, le titulaire dispose d'une plateforme informatique sécurisée de stockage des rapports de visites sur site. Le lien d'accès à la plateforme et aux rapports concernés par le bon de commande fait office de livrable pour les rapports.

C'est l'envoi par mail des livrables qui fait foi concernant le délai d'exécution (à l'adresse pncee@developpement-durable.gouv.fr en précisant dans l'objet « Restitution contrôles sur site » et le numéro du bon de commande correspondant).

Le livrable fait l'objet d'une vérification par la DGEC selon les modalités précisées à l'article 5.6 du CCAP. Sauf dérogation écrite explicite du PNCEE, un bon de commande ne peut être considéré comme terminé si un minimum de 45% des visites sur sites prévues dans la liste des opérations à contrôler n'est pas réalisé.

4. Facturation : une fois que le service fait est attesté, le bon de commande peut faire l'objet d'une facturation. Les conditions de facturation sont définies dans l'article 5.3 du CCAP.

5) Durée d'exécution des commandes

Pour chaque opération contenue dans le bon de commande, le titulaire dispose d'un délai maximal de 45 jours calendaires, à compter du lendemain de l'envoi du courrier d'annonce de visite au bénéficiaire par le PNCEE (date dont le titulaire est informé par mail du PNCEE) pour transmettre la totalité des pièces listées ci-après :

- les rapports de contrôles correctement renseignés (conclusion du rapport cohérente avec les non conformités relevées et indiquées dans le rapport et avec le référentiel de contrôle existant sur la fiche d'opération standardisée concernée) et suffisamment détaillés
- le tableau de synthèse correctement renseigné pour chaque bon de commande (toutes les informations sont renseignées dans les différents onglets et colonnes. Les informations renseignées dans ce tableau de synthèse doivent être cohérentes avec celles qui figurent dans

les rapports de contrôle ou le cas échéant avec le relevé de joignabilité, dans le cas des visites impossibles)

- Ou classer les visites en « impossible » dans le tableau de synthèse.
- Le relevé de joignabilité indiquant les actions et démarches effectuées auprès des bénéficiaires et notamment les causes d'un éventuel refus de visite ;

L'envoi par mail des livrables à l'adresse pncee@developpement-durable.gouv.fr et au référent attribué au titulaire fait foi concernant le délai d'exécution.

Ce délai est porté à 60 jours pour le lot 3.

IV. Prestations complémentaires

Sur demande du PNCEE, le titulaire assure le suivi de rapports déjà livrés et ayant fait l'objet d'une facturation. Ce suivi prend la forme d'une note d'une page recto-verso de texte maximum, approfondissant un ou des points relevés dans le rapport ou répondant à une question technique précise sur la méthodologie utilisée durant le contrôle.

Un prix forfaitaire par note d'approfondissement qui s'avérerait nécessaire sera proposé par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS A REMETTRE

Dans un délai de 2 mois maximum après la notification du marché les documents suivants doivent être transmis :

- La mise à jour éventuelle des modèles de rapports de visite sur site de toutes les fiches identifiées au II.1 de l'article 3 du présent CCTP (déjà transmis au moment de l'offre)
- Une mise à jour éventuelle du modèle de rapport de synthèse globale présentant des statistiques, avec des modèles de schémas et infographies (déjà transmis au moment de l'offre),
- Le modèle de tableau de synthèse fourni par le PNCEE et signé par le titulaire pour accord,
- Les modèles de courriers fournis par le PNCEE, que le titulaire enverra aux bénéficiaires pour accompagner la transmission des rapports et signés par le titulaire pour accord,
- Les accès à la plateforme en ligne de consultation des rapports,
- Les coordonnées téléphoniques, électroniques ou postales du titulaire qui seront transmises aux bénéficiaires pour la prise de rendez-vous,

Dans un délai maximum de 14 jours calendaires à compter du lendemain de la réunion du comité de pilotage :

Le relevé de conclusions établi par le titulaire

Dans un délai maximum de 45 jours calendaires à compter du lendemain de l'envoi du courrier d'annonce de contrôle par le PNCEE aux bénéficiaires concernés par les opérations à visiter du bon de commande, les livrables suivants sont transmis ou mis à disposition au PNCEE :

- Un rapport pour chaque visite réalisée.

Ce rapport doit contenir a minima : le rapport de visite sur le modèle du rapport validé par le comité de pilotage, une copie lisible du devis, du cadre contribution, et de la preuve de réalisation de l'opération (facture ou PV de réception), des photographies de l'opération permettant d'apprécier la qualité générale des travaux réalisés, le document signé par le bénéficiaire confirmant la vérification sur site de l'opération par le titulaire. Chaque point non satisfaisant du rapport doit faire l'objet a minima de deux photographies permettant d'explicitier le point non satisfaisant et d'un commentaire rédigé manuellement par l'auteur du rapport détaillant la raison du classement en « non satisfaisant » (ceci signifiant que les commentaires remplis « automatiquement » par les outils de l'organisme d'inspection ne sont pas suffisants. Par exemple, dans le cas d'un écart de plus de 10% nous attendons une explication ou proposition d'explication sur la raison de cet écart. En cas de point de contrôle non vérifiable, nous attendons un positionnement sur la raison de ce motif et si ce dernier semble mis en œuvre volontairement par le bénéficiaire ou bien le professionnel de travaux. Ces points seront affinés lors de la réunion de lancement du marché).

Les rapports sont mis à disposition au travers de la plateforme informatique sécurisée mentionnée à l'article 7 de l'arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

- Un relevé de joignabilité pour les bénéficiaires qui n'ont pas pu faire l'objet de visite sur site détaillant les démarches effectuées pour prendre contact, le nombre d'essais de contacts téléphoniques et par courriers ainsi que le résultat des essais. Ce relevé prend la forme d'un document au format PDF ou au format Tableur.
- Le tableau de synthèse des visites actualisé avec toutes les visites menées et les visites ne pouvant être réalisées. Ce document prend la forme d'un tableau (en format informatique exploitable par le PNCEE) comportant un onglet où figurent toutes les opérations de la liste transmise par le PNCEE ainsi que leur état actualisé et un onglet par fiche d'opération qui synthétise les constats réalisés pour chaque opération. L'objet de ce tableau est de réunir l'ensemble des informations concernant l'état des opérations transmises et, par fiche, d'avoir le détail des résultats de la visite sur site.

Ce délai est porté à 60 jours pour le lot 3.

A la fin de chaque année d'exécution du marché :

- Une synthèse globale des données obtenues à l'issue des visites sur site et comportant les éléments suivants :
 - la méthodologie d'audit sur site, notamment les outils de planification des visites, les outils de mesure et de gestion et traitement des données obtenues ;
 - une synthèse chiffrée et commentée des résultats des visites sur site ;

Ce livrable doit être transmis en un exemplaire en format informatique exploitable par le PNCEE.

Les éléments graphiques et les images des rapports sont soumis à une diffusion restreinte, limitée à l'administration.

Ce rapport fait l'objet d'une validation par le comité de pilotage lors de la réunion de validation.

ARTICLE 5 : CALENDRIER DE REMISE DES LIVRABLES

Pour chaque bon de commande des lots 1 et 2 :

Dates	T0	T0 + quelques jours	T1 (démarrage de la prestation)	T1 + 45 jours
Évènement	Notification du bon	Envoi de la liste des opérations à contrôler par le PNCEE	Envoi des courriers aux bénéficiaires par le PNCEE	
Livrables par le prestataire	Renvoi du récépissé de notification signé	Vérification de la liste des opérations		Remise des rapports, du tableau de synthèse et du relevé de joignabilité

Pour chaque bon de commande du lot 3:

Dates	T0	T0 + quelques jours	T1 (démarrage de la prestation)	T1 + 60 jours
Évènement	Notification du bon	Envoi de la liste des opérations à contrôler par le PNCEE	Envoi des courriers aux bénéficiaires par le PNCEE	
Livrables par le prestataire	Renvoi du récépissé de notification signé	Vérification de la liste des opérations		Remise des rapports, du tableau de synthèse et du relevé de joignabilité

ARTICLE 6. RESPONSABILITES

L'ensemble du projet met en présence différents acteurs tant du côté de la personne publique que du titulaire. Au niveau de la personne publique, le maître d'ouvrage est le Directeur Général de l'Énergie et du Climat. Le titulaire a l'obligation de fournir les résultats attendus dans les conditions fixées par le présent CCTP et de se conformer aux orientations définies par le comité de pilotage.

ARTICLE 7. LIEU DE DEROULEMENT DE LA PRESTATION

Pour rappel, le périmètre géographique des prestations réalisées est défini en annexe 1 du présent CCTP.

Les réunions du comité de pilotage ont lieu à Paris-La Défense (92) dans les locaux du Ministère de la Transition Écologique.

ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE ET DIFFUSION

Le titulaire est tenu à une stricte obligation de confidentialité. Il s'engage à ne divulguer ni les documents communiqués par le MTE, ni ses conclusions et livrables qu'il ne doit transmettre qu'au PNCEE, ainsi qu'aux bénéficiaires concernés selon les modalités prévues à l'article 3, partie III, du présent CCTP.

Les droits de toute nature relatifs aux résultats des prestations prévues par le marché sont régis par l'article 10.7 du CCAP.

ANNEXE 1 : REPARTITION DES LOTS TECHNIQUES ET GEOGRAPHIQUES

Lot 1 : France métropolitaine y compris Corse, groupes de compétences COFRAC 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7

Lot 2 : France métropolitaine y compris Corse, groupe de compétences COFRAC 8

Lot 3 : France d'Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte et La Réunion), groupes de compétences COFRAC 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8

ANNEXE 2 : FICHES D'OPERATIONS STANDARDISEES

La prestation consiste à examiner sur site notamment les opérations suivantes :

LOT 1

BAR-EN-101 : Isolation de combles ou de toitures ;
BAR-EN-102 : Isolation des murs ;
BAR-EN-103 : Isolation d'un plancher ;
BAR-EN-104 : Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant ;
BAR-TH-104 : pompe à chaleur air/eau, eau/eau
BAR-TH-106 : Chaudière individuelle à haute performance énergétique ;
BAR-TH-107 : Chaudière collective haute performance énergétique ;
BAR-TH-107-SE : Chaudière collective haute performance énergétique avec contrat assurant la conduite de l'installation ;
BAR-TH-112 : Appareil indépendant de chauffage au bois
BAR-TH-113 : Chaudière individuelle biomasse
BAR-TH-115 : Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ;
BAR-TH-129 : Pompe à chaleur air/air
BAR-TH-131 : Isolation d'un réseau hydraulique d'eau chaude sanitaire ;
BAR-TH-145 : Rénovation global d'un bâtiment résidentiel collectif (France métropolitaine)
BAR-TH-160 : Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chaude sanitaire ;
BAR-TH-164 : Rénovation globale d'une maison individuelle (France métropolitaine)
BAR-TH-171 : Pompe à chaleur de type air/eau
BAR-TH-172 : Pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau
BAR-TH-173 : Système de régulation par programmation horaire pièce par pièce
BAR-TH-174 : Rénovation d'ampleur d'une maison individuelle
BAR-TH-175 : Rénovation d'ampleur d'un appartement
BAR-TH-177 : Rénovation globale d'un bâtiment résidentiel collectif
BAT-EN-101 : Isolation de combles ou de toitures ;
BAT-EN-103 : Isolation d'un plancher
BAT-TH-116 : Système de gestion technique du bâtiment pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire, le refroidissement/climatisation, l'éclairage et les auxiliaires
BAT-TH-134 : Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante (France métropolitaine)
BAT-TH-139 : Récupération de chaleur sur groupe de production de froid
BAT-TH-146 : Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chaude sanitaire
IND-UT-102 : Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone ;
IND-UT-103 : Système de récupération de chaleur sur un compresseur d'air
IND-UT-116 : Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante
IND-UT-117 : Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid ;
IND-UT-121 : Matelas pour l'isolation de points singuliers.
IND-UT-129 : Presse à injecter toute électrique ou hybride.
IND-UT-136 : Systèmes moto-régulés
IND-BA-112 : Système de récupération de chaleur sur une tour aéroréfrigérante
AGRI-TH-104 : Système de récupération de chaleur sur groupe de production de froid
AGRI-TH-117 : Déshumidificateur thermodynamique pour serres
RES-CH-101 : Valorisation de chaleur de récupération en réseau (France métropolitaine)
RES-EC-104 : Rénovation d'éclairage extérieur

Lot 2

TRA-EQ-114 : Achat ou location d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger électrique neuf ou opération de retrofit électrique d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger, par une collectivité locale ou une autre personne morale

TRA-EQ-117 : Achat ou location d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger électrique neuf ou opération de retrofit électrique d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger, par des particuliers

TRA-EQ-128 : Achat ou location d'un autocar ou d'un autobus électrique neuf ou réalisation d'une opération de retrofit électrique d'autocar ou d'autobus

TRA-EQ-129 : Achat ou location d'un véhicule lourd électrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opération de retrofit électrique

TRA-EQ-130 : Achat ou location d'un quadricycle électrique neuf

TRA-EQ-131 : Achat ou location longue durée de vélos-cargos à assistance électrique neufs

Lot 3

BAR-EN-106 : Isolation de combles ou de toitures (France d'outre-mer)

BAR-EN-109 : Réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer)

BAR-TH-141 : Climatiseur performant (France d'outre-mer)

BAR-TH-124 : Chauffe-eau solaire individuel (France d'outre-mer)

BAR-EQ-111 : Lampe à LED de classe A+ (< 01/10/2017) ou Lampe de classe A++ (> 01/10/2017)

BAT-EN-106 : Isolation de combles ou de toitures (France d'outre-mer)

BAT-EN-108 : Isolation des murs (France d'outre-mer)

BAT-EN-109 : Réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer)

BAT-EQ-116 : Lampe à LED de classe A+ (France d'Outre-mer)

BAT-TH-115 : Climatiseur performant (France d'outre-mer)

BAT-TH-121 : Chauffe-eau solaire (France d'outre-mer)

BAT-TH-135 : Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante (France d'outre-mer)

BAT-TH-139 : Récupération de chaleur sur groupe de production de froid

IND-EN-102 : Isolation de combles ou de toitures (France d'outre-mer)

IND-UT-102 : Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone

IND-UT-113 : Système de condensation frigorifique à haute efficacité

IND-UT-116 : Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante

IND-UT-117 : Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid

IND-UT-121 : Matelas pour l'isolation de points singuliers

AGRI-TH-104 : Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid hors tank à lait

AGRI-UT-104 : Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante

RES-EC-104 : Rénovation d'éclairage extérieur

TRA-EQ-114 : Achat ou location d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger électrique neuf ou opération de retrofit électrique d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger, par une collectivité locale ou une autre personne morale

TRA-EQ-117 : Achat ou location d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger électrique neuf ou opération de retrofit électrique d'un véhicule léger ou véhicule utilitaire léger, par des particuliers

TRA-EQ-128 : Achat ou location d'un autocar ou d'un autobus électrique neuf ou réalisation d'une opération de retrofit électrique d'autocar ou d'autobus

Marché passé selon le code de la commande publique

TRA-EQ-129 : Achat ou location d'un véhicule lourd électrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opération de retrofit électrique

TRA-EQ-130 : Achat ou location d'un quadricycle électrique neuf

TRA-EQ-131 : Achat ou location longue durée de vélos-cargos à assistance électrique neufs